

## Fiche de description de poste



<b>Présentation du poste</b>	
<b>Intitulé du poste:</b>	Ingénieur.e recherche en production, traitement et analyse des données BAP D – D1A41
<b>emploi-type, support</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- IR sociologie sur projet de recherche SANTPE, financé par la DARES (Ministère du travail)</li> <li>- Rattachement administratif : Unité de Recherche IDEES Le Havre (UMR 6266), Université Le Havre Normandie, 25 rue Philippe Lebon, 76600 Le Havre</li> <li>- Dates : entre Juin/Juillet 2018 et septembre 2018→ (à déterminer avec le/la candidat.e mai/juin à septembre 2019 – Contrat de 12 mois</li> <li>- Salaire : INM 588</li> </ul>
<b>Laboratoire / Service:</b>	Laboratoire IDEES Le Havre, UMR 6266
<b>Projet :</b>	<b>« SANTPE : Conditions de travail et prévention dans les TPE : un creuset pour les inégalités sociales de santé »</b>
<b>Equipe de recherche</b>	Le projet de recherche implique plusieurs chercheuses avec lesquelles devra travailler le/la candidat.e : Sandrine Caroly (PU en ergonomie, U. Grenoble, PACTE), Fanny Darbus (MCF en sociologie, U. Nantes, CENS), Déborah Gaudin (doctorante en ergonomie, U. Grenoble, PACTE), Fanny Jedlicki (MCF en sociologie, U. Le Havre Normandie, IDEES LH), Anastasia Meidani (MCF en sociologie, U. Toulouse 2, LISST-CERS), Fabienne Pavis (MCF en sociologie, U. Nantes, CENS).
<b>Comité de pilotage</b>	Le projet s'appuie sur un COPIL pluridisciplinaire et pluri-institutionnel composé des membres de l'équipe de recherche + Marc Malenfer (chargé de mission TPE-PME, INRS), Patrick Lainé (chargé de mission TPE-PME, INRS), Dominique Lhuillier (PU en psychologie, CNAM), Marcel Golberg (Epidémiologiste, Université de SQY, INSERM), Laëtitia Rollin (médecin du travail, CHU de Rouen, responsable du dispositif EVREST)
<b>Description et objectif du projet :</b>	<p><b>Contexte scientifique</b></p> <p>Alors que les connaissances en santé au travail (ST) progressent, elles sont rarement établies à partir du cas des TPE, qui, en dépit d'une grande hétérogénéité, présentent des caractéristiques telles que les enjeux de ST y sont bien présents : secteurs d'activités à risque ; main d'œuvre moins qualifiée, plus exposée aux risques et dont l'état de santé est le plus dégradé ; dispositifs de prévention insuffisants, rapports aux risques et à la prévention peu favorables à la protection... Ainsi, dans la continuité des préoccupations des pouvoirs publics, ce projet propose de contribuer à étoffer les connaissances relatives aux enjeux de ST dans les TPE, en vue notamment de l'élaboration du prochain plan santé travail. Il devrait ainsi permettre de comprendre, dans ce cadre précis, certains mécanismes par lesquels le travail conduit à dégrader la santé, et en conséquence à créer, perpétuer sinon creuser les ISS. En ciblant 5 secteurs d'activités (BTP et transport ; coiffure/esthétique et santé/social ; hôtellerie-restauration), il s'intéresse au rapport à la santé, aux risques et à la prévention, en étant particulièrement attentif à la dimension hors travail ainsi qu'à la question du genre. Plus précisément, en combinant approches sociologique et ergonomique, le projet poursuit 3 objectifs :</p> <p><b>Objectifs</b></p> <p>1) <b>Comprendre dans quelle mesure les risques professionnels constituent un problème de santé au travail pour les TPE</b></p> <p>Il s'agira de s'intéresser aux conditions de travail et aux risques auxquels sont soumis les travailleurs, du côté de leur perception d'une part, et du côté de leurs stratégies de gestion des risques d'autre part. Les perceptions peuvent interférer sur leur ressenti de la qualité (ou non) de vie au travail et sur leur rapport au travail et à la prévention, mais aussi, par répercussion, sur le développement éventuel de comportements dits à risque dans et en dehors du travail. Cette approche appellera notamment à analyser les effets différenciés du genre et des cultures de</p>

	<p>métier. Par ailleurs, nous chercherons à saisir si les questions de ST se constituent en problème pour ces TPE et si une culture de la prévention s'y déploie, en veillant à la diversité des secteurs professionnels. Il semblerait que la prévention y soit insuffisante. Ceci pourrait être à l'origine d'inégalités dans l'accessibilité aux moyens de prévention, pouvant contribuer à expliquer les écarts de santé entre les salariés vulnérables des TPE et ceux des plus grandes, amplifiées par une acceptation et banalisation des risques plus prononcées qu'ailleurs.</p> <p>2) <b>Mettre en évidence les pratiques réelles de prévention dans les TPE</b> Ce deuxième objectif vise à comprendre la place et le type de pratiques de prévention dans les TPE. Selon les secteurs d'activités, les manières de gérer les risques dans l'activité individuelle et collective des salariés sont différentes et essentielles à étudier afin de déceler les marges de manœuvre spécifiques au fonctionnement des TPE. En partant des observations des pratiques réelles, il devient envisageable de concevoir des systèmes de prévention adaptés aux besoins des salariés et des chefs d'entreprise, ce qui est essentiel pour ces catégories d'entreprises.</p> <p>3) <b>Rendre compte des effets du travail sur la santé tels qu'ils sont perçus par les travailleurs</b> Ce troisième objectif s'attache aux effets du travail sur la santé tels qu'ils sont restitués par les travailleurs. Nous analyserons donc leur rapport à la santé en tentant de le mettre en parallèle avec leur rapport au travail et à l'emploi. Outre les effets directs du travail sur la santé, nous nous intéresserons à ses effets indirects, en ce qu'il peut favoriser l'adoption de conduites à risque (inégalement réparties). On peut supposer que le travail en constitue l'une des causes et chercherons à savoir de quelle manière ils le mobilisent dans leurs interprétations.</p> <p><b>Méthodologie</b> Pour répondre à ces objectifs, nous combinerons approches quantitative (questionnaire) et qualitative (monographie d'entreprises réalisées au moyen d'entretiens et d'observations), en sociologie et en ergonomie. Cinq secteurs sont concernés par l'enquête, choisis en raison : de leur importante représentation au sein des TPE, de la présence de risques élevés, de leurs différences genrées, de leur plus ou moins grande dépendance envers de grandes entreprises, de leurs différences en termes d'institutionnalisation des dispositifs de prévention ou encore en raison de la porosité des frontières entre le travail et le hors travail. L'enquête se décline dans 4 régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Normandie, Pays de Loire.</p>
<b>Responsable scientifique :</b>	Emilie Legrand, maitresse de conférences en sociologie à l'Université Le Havre Normandie, UMR IDEES
<b>Responsable hiérarchique immédiat :</b>	Emilie Legrand

<b>Détail des activités</b>	
<b>Mission générale du poste :</b>	Réalisation du volet quantitatif de l'enquête : participer à la conception du dispositif de recherche, concevoir un dispositif d'enquête, conduire l'enquête par questionnaire et analyser le corpus, garantir la qualité et la validité des données produites et des traitements réalisés
<b>Principales activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Veille scientifique, notamment dans le domaine de la méthodologie d'enquête</li> <li>- Participation à la conception du questionnaire, en collaboration avec les autres membres de l'équipe de recherche ; test du questionnaire</li> <li>- Conception d'une démarche de recherche adaptée : identification exhaustive des TPE (moins de 10 salariés) des secteurs étudiés (BTP, hôtellerie/restauration, esthétique/coiffure, transport, santé/social) dans les 4 régions impliquées ; élaboration d'une stratégie d'administration des questionnaires (protocole, technique de contacts)</li> <li>- Formalisation des méthodes pour le recueil des données</li> <li>- Mise en œuvre des méthodes de recueil de données quantitatives et analyse : passation des questionnaires, saisie et analyse des données sur un logiciel d'analyse statistique maîtrisé par le/la candidat.e (Sphinx, Modalisa, SPSS...)</li> <li>- Valorisation des résultats : rédaction du rapport final sur la partie quantitative (printemps 2019),</li> </ul>

	participation aux publications scientifiques, présentations orales... - Participation active aux réunions de l'équipe de recherche et du comité de pilotage
--	--

<b>Exigences du poste</b>	
<b>Compétences souhaitées et aptitudes nécessaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Docteur.e en sociologie</li> <li>- Maîtriser la méthodologie d'enquête quantitative (expérience dans le domaine), connaissance de l'ensemble de la chaîne de production et de traitement d'enquête : exploitation d'une base de données, localisation de données, connaissance approfondie des méthodes et outils en production de données, des méthodes et outils en traitement et analyse de données</li> <li>- Présenter à l'oral et à l'écrit des résultats de recherche et la méthodologie</li> <li>- Travailler en équipe</li> <li>- Des connaissances sur les thèmes de la recherche seraient appréciées : santé au travail, prévention des risques, TPE...</li> </ul>
<b>Avantages et contraintes du poste</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déplacement sur les 4 sites possible (défraiement pour les transports et l'hébergement), avec mise à disposition de bureaux</li> <li>- Télétravail possible</li> </ul>
<b>Contact et Candidature</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour plus d'informations : Emilie Legrand : 06 58 04 91 61 ou par mail</li> <li>- Envoi des dossiers de candidature : <a href="mailto:legrande.emilie@gmail.com">legrande.emilie@gmail.com</a> ou <a href="mailto:emilie.legrand@univ-lehavre.fr">emilie.legrand@univ-lehavre.fr</a></li> <li>- Le dossier de candidature comprendra : un CV, une lettre de motivation et si possible une publication (d'une enquête mobilisant des données quantitatives)</li> <li>- Date limite d'envoi des candidatures : <b>11 mai 2018</b> Les candidat·e·spréselectionné·e·s seront prévenu·e·s au plus tard le 18 mai 2018. Date des auditions à préciser (fin mai).</li> </ul>